7th Floor, Frost Building South
7 Queen's Park Crescent
Toronto ON M7A 1Y7
Telephone: 416-325-0400

7^e étage, Édifice Frost Sud
7 Queen's Park Crescent
Toronto ON M7A 1Y7
Téléphone : 416 325-0400

Le 3 octobre 2019

M. Bryan P. Davies

Président

Autorité ontarienne de réglementation des services financiers

5160, rue Yonge, 14^e étage

Toronto (Ontario)

M2N 6L9

Monsieur Davis,

Je suis heureux de vous écrire en votre qualité de président de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF). Conformément aux exigences de la Directive concernant les organismes et les nominations, la présente lettre vous informe de mes attentes pour l'ARSF pour l'exercice 2020-2021.

L'ARSF joue un rôle essentiel dans la réglementation des secteurs des services financiers non fondés sur les valeurs mobilières et des régimes de retraite en Ontario. Les Ontariens et les Ontariennes comptent sur vous pour assurer le leadership du conseil d'administration, de la direction et du personnel de l'ARSF. En collaboration avec vos membres du conseil, la population de l'Ontario compte sur vous pour que vous établissiez les objectifs et l'orientation stratégique de l'ARSF, en veillant à ce qu'ils soient conformes à son mandat, aux priorités du gouvernement et à mes directives, le cas échéant.

En vertu de la *Loi sur l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers*, le mandat de l'ARSF consiste à favoriser le développement de secteurs des services financiers solides, durables, concurrentiels et innovants, en plus de promouvoir la stabilité, de fournir des normes de conduite professionnelle élevées et de protéger les droits et intérêts des consommateurs et des bénéficiaires de régimes de retraite. Comme souligné dans le budget de l'Ontario 2019, le gouvernement s'engage à trouver des moyens plus efficaces et efficaces de fournir des services de réglementation, afin de réduire les formalités administratives et le fardeau réglementaire.

Conformément à cet engagement, je m'attends à ce que l'ARSF continue à mettre de l'avant les priorités définies dans son plan d'activités précédent et à :

1. contribuer aux objectifs de réduction du fardeau à l'échelle du gouvernement :

- en poursuivant l'examen continu des lignes directrices et exigences dont elle a hérité en matière de dépôt de données, et en se fondant sur les consultations menées auprès des intervenants et sur le cadre de lignes directrices de l'ARSF;
- en réalisant une analyse coûts-avantages approfondie lors de l'élaboration de règles ou d'autres exigences réglementaires;

- en travaillant de concert avec les intervenants pour élaborer des approches innovantes et fondées sur des principes en matière de réglementation, qui permettront de réduire le fardeau réglementaire tout en protégeant les consommateurs;
2. améliorer l'efficacité de la réglementation :
- en trouvant des moyens d'accroître l'efficacité et en mettant en œuvre des processus et des systèmes modernes;
 - en augmentant l'expertise réglementaire de l'ARSF, la collaboration des intervenants (y compris la collaboration avec d'autres organismes de réglementation) et la transparence;
 - en mettant en œuvre des normes de service et des mesures de rendement rigoureuses et en adoptant une culture d'amélioration continue;
3. soutenir les initiatives de réforme actuelles et futures du gouvernement pour les secteurs des services financiers et des régimes de retraite de l'Ontario, y compris, mais sans s'y limiter :
- en mettant en œuvre un plan directeur pour le système d'assurance automobile de l'Ontario, notamment en soutenant l'innovation en matière de modèles d'affaires, de structures tarifaires et de technologies;
 - en poursuivant l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre en conformité avec la *Loi de 2019 sur la protection du titre des professionnels des finances*;
 - en mettant en œuvre les recommandations découlant des examens législatifs de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*, de la *Loi de 2006 sur les maisons de courtage d'hypothèques, les prêteurs hypothécaires et les administrateurs d'hypothèques* et de la *Loi sur les sociétés coopératives*;
 - en facilitant le processus de participation des intervenants par la création de comités consultatifs techniques pour faciliter l'élaboration de meilleurs processus, de meilleures lignes directrices et de meilleures approches en matière de réglementation, tels que ceux créés pour le secteur des régimes de retraite.

Je vous remercie, ainsi que vos collègues membres du conseil d'administration, pour votre service.

Sincèrement,

Rod Phillips
Ministre des Finances

c :Mark White, directeur général, Autorité ontarienne de réglementation des services financiers
Greg Orencsak, sous-ministre des Finances
Nancy Mudrinic, sous-ministre déléguée, ministère des Finances
David Wai, sous-ministre adjoint, Division des politiques en matière de services
financiers, ministère des
Finances